

*L'Adresse*

Précisons ce qui a été dit. S'ils ont bien dit que l'on devait se débarrasser du système d'opposition et de l'approche partisane en politique, qui a très bien servi ce pays pendant plus de 100 ans, je dois dire à ces messieurs de Timiskaming et de Portage—Interlake que je ne suis pas d'accord avec eux. Si, par contre, ils nous exhortent à cesser de recourir aux attaques personnelles et aux mesquineries, nous avons toujours été d'avis que de telles pratiques n'avaient pas leur place de toute façon. Peut-être aurait-il la bonté de le rappeler à certains de ses collègues qui, pendant la période des questions, ne peuvent s'empêcher de s'adonner à des attaques personnelles et à des mesquineries. Peut-être alors serions-nous en train de faire des progrès, si c'est bien ce qu'il veut dire.

• (1700)

Mais, j'ai le sentiment qu'il y a autre chose. Je soupçonne qu'il ne répétait que ce que le premier ministre nous serine ces derniers temps, soit que nous devrions cesser de faire preuve d'esprit de parti. Je dois donc lui dire que je n'ai aucunement l'intention de suivre ses conseils et je vais vous dire pourquoi.

Notre système est entièrement fondé sur un système de parits d'opposition. Nous améliorons les idées que nous avançons, grâce aux critiques et à l'examen public rigoureux dont elles font l'objet. Notre système est essentiellement un système d'opposition.

Dans notre empressement à être clairs et à nous montrer gentils et dans la hâte d'aborder un nouveau millénaire, tâchons de ne pas nous débarrasser de la meilleure stratégie pour y arriver. Faisons en sorte que nos idées, que ce soit au sujet de l'emploi ou de l'unité nationale, soient soumises à l'examen public le plus rigoureux. À la fin, elles deviendront si solides qu'elles pourront soutenir ce type d'examen.

Je n'admets pas cette idée que nous allons en quelque sorte laisser de côté tous nos désaccords et je soupçonne que cela ne fonctionnera jamais de toute façon. Il vaudrait mieux que le gouvernement, que défend le député, nous dise ce qu'il a en tête plutôt que de s'asseoir sur les questions d'unité nationale jusqu'en février prochain. Ensuite, si nous avons quelque amélioration à proposer ou quelque critique à formuler, plutôt que de nous demander de nous taire, le gouvernement devrait nous faire part de ses idées maintenant pour que nous puissions les commenter.

Laissons tomber cette idée fausse que nous abordons un nouveau millénaire et que nous allons travailler dans

un nouvel esprit de camaraderie qui nous amènera à oublier toutes nos disputes pour faire la paix. Ce n'est pas le genre qui sied à cette enceinte. Il convient que vous ayez vos idées, que nous ayons les nôtres et que nous ne soyons pas toujours d'accord. Nos électeurs nous ont envoyés à Ottawa pour que nous voyions aux affaires du pays; pour que les idées que nous proposons tous ensemble et que nous adoptons afin d'en faire des lois soient soumises à l'examen public, et soient améliorées. Il ne faut pas chercher à enterrer ces idées, mais à les attaquer et à trouver ainsi de meilleurs moyens de faire les choses.

Je suis d'accord avec le député jusqu'à un certain point. Il faut oublier la mesquinerie et les attaques personnelles. S'il nous demande de fermer les yeux sur les principes que nous défendons, c'est hors de question. Si, en nous demandant de faire fi du sectarisme politique, il veut dire que nous devrions faire fi de nos divergences de vues, je ne peux m'y résoudre. S'il y réfléchit encore un peu, il reconnaîtra lui aussi que c'est inacceptable.

Ce discours a été rendu public il y a aujourd'hui deux semaines. Voilà maintenant deux semaines que le Gouverneur général s'est rendu à l'autre endroit pour en donner lecture. On a beaucoup parlé de ce discours; certaines remarques étaient très sévères et, à mon avis, plus elles étaient sévères, plus elles étaient véridiques. C'est mon chef, le député de Beauséjour, le prochain premier ministre du pays, qui a vu juste lorsqu'il a dit, le jour de la lecture de ce discours, qu'il constituait un plaisanterie cruelle pour 1,5 million de personnes à la recherche d'un emploi dans notre pays.

C'est ce qui traduit le mieux ce que nous pensons du discours du Trône. D'ailleurs, c'est aussi ce qui explique le mieux ce que je disais il y a un moment, monsieur le Président. Il est difficile de dire au député de Timiskaming que nous allons accepter de gaieté de coeur la plaisanterie cruelle qu'il réserve à la population canadienne, au 1,5 million de personnes qui attendent de l'aide et aux pêcheurs dont il n'a absolument pas été question dans le discours du Trône. Il me demande de mentir à ce sujet. Ce sont 17 000 pêcheurs et travailleurs d'usine qui m'ont élu ici en premier lieu.

Dans le discours du Trône, il n'y a pas un mot sur la situation catastrophique du secteur agricole et de l'industrie forestière. On me demande de faire la paix. On me demande de taire ma révolte au nom de la population de Burgeo, de Ramea, de François et des 158 localités que je représente. Si quelqu'un me demandait de passer cela sous silence et de faire semblant de ne pas voir que le gouvernement, dont le mandat. . .